



Analyse Rapide Genre au sein des réfugiés de la RCA et les communautés hôtes à Timangolo, Lolo, Mbilé. Département de la Kadey- Est Cameroun

Introduction

Depuis décembre 2013, environ 128550 réfugiés sont arrivés au Cameroun repartis entre la région de l'Est (95075), l'Adamaoua (23060), le Nord (3540) et Yaounde (3540). Dans le Département de la Kadey, à l'Est, la majorité de réfugiés vivent dans des villages d'accueil et les autres dans plusieurs sites dont ceux de Lolo, Mbilé et Timangolo qui accueillent 26124 réfugiés répartis dans 7403 ménages.

Ces nouveaux réfugiés M'bororos, viennent ajouter à des anciens réfugiés centrafricains de la même ethnie accueillis et installés dans la zone depuis 2005.

En mai 2014 CARE a conduit des évaluations des besoins qui ont permis de développer une stratégie de réponse axée dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), la santé mentale et l'appui psychosocial (SMPS), la sécurité alimentaire avec comme cible principale les réfugiés et leurs populations hôtes le long de l'axe Bertoua-Kenzou and Batouri-Tokoyo.

Actuellement CARE met en œuvre des interventions sur l'EHA sur le site de Timangolo et la SMPS dans les sites de Lolo et Mbilé.

Afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des réfugiés, hommes, femmes, garçons et filles, CARE organise une analyse genre dont l'objectif est d'appréhender les besoins, les vulnérabilités et les capacités spécifiques aux hommes, aux femmes, aux garçons et aux filles ainsi que les relations, les normes et pratiques genre au sein des réfugiés dans les sites de Timangolo, Lolo, Mbilé et leurs communautés hôtes.

Synthèse des résultats et recommandations

Les résultats saillants de cette analyse se touchent notamment aux aspects de Protection, d'Accès et de Participation et de Changement dans les rôles et responsabilités entre les hommes et les femmes.

On en retient principalement :

Protection :

- Les femmes et les filles sont victimes des violences et sont délibérément attaquées par la population autochtone quand elles partent à la recherche de bois et ou faire la lessive au bord des rivières ;
- Il y a un risque élevé de tension entre les réfugiés et les populations hôtes, due à la pression très forte des réfugiés et leurs troupeaux sur les ressources naturelles (pâturage, eau, champs, bois,) et à l'accès aux services sociaux de base. L'hospitalité des populations hôtes est mise à rude épreuve car elles se sentent délaissées, voire spoliées de leurs biens par la présence des réfugiés qu'elles jugent mieux traités.
- Dans certaines familles vulnérables notamment celles dirigées par les veuves, les filles présentent un risque élevé de violences et d'exploitation du fait de leur recours à la prostitution économique
- Les hommes et les femmes réfugiés vivent des conséquences traumatiques différentes du fait des expériences de violences qu'ils ont vécues en RCA.

Accès et Participation

- On note un changement notable en matière de participation des femmes au processus de prise de décision à travers leur représentation aux comités de gestion des réfugiés et des activités et aux

discussions de groupes. Par contre cette participation est limitée aux groupes de femmes car des barrières socio culturelles entravent la participation effective des femmes dans la sphère publique mixte.

- Les femmes et les filles sont surchargées par les travaux domestiques et par la transformation des céréales sèches distribuées qui ne répondent pas souvent à leurs habitudes alimentaires ;
- Certains groupes vulnérables comme les personnes âgées, les ménages polygames n'ont pas suffisamment accès à l'assistance surtout pour les distributions des vivres et des articles non alimentaires.

Changement de rôles

- La nouvelle situation de réfugiés sur sites a amené les femmes à sortir des maisons (où elles étaient presque recluses) pour fréquenter le marché et les lieux de rassemblement, ce qui est contraire aux habitudes des populations peuls.
- Dans certaines familles monoparentales, notamment celles dirigées par les femmes veuves, les femmes se doivent assumer à la fois les rôles et responsabilités du père et de la mère bien que n'étant pas préparées.
- Quant aux hommes, la plupart de ceux qui ont perdu leurs troupeaux, se sentent blessés dans leur dignité, ont l'impression d'être inutiles, ils se sentent réduits à se contenter de l'assistance, faute de pouvoir assurer pleinement leurs rôles de chef de ménage qui subvient aux besoins du ménage.

Les recommandations ci-dessous sont donc formulées afin d'apporter les ajustements et améliorations nécessaires pour mieux répondre aux besoins différenciés des hommes, des femmes, des filles et des garçons réfugiés et dans leurs populations d'accueil:

Protection

1. Améliorer l'accès des réfugiés aux services EHA (forage, aires de lavage, kit d'hygiène,..) ;
2. Faire des alliances pour le plaidoyer en faveur de l'équité dans l'accès aux services de sante par les réfugiés et la population autochtones ;
3. Coordonner avec ONU Femmes et l'unité protection du HCR pour approfondir l'analyse sur la protection notamment la violence intra conjugale, le mariage précoce et la polygamie chez les jeunes hommes au sein des réfugiés; etc.
4. Organiser des sessions de formation pour les staffs de CARE et les partenaires sur la sensibilité aux conflits, sur la politique de CARE en matière de prévention contre l'exploitation et abus sexuels;
5. Organiser des séances de sensibilisation et des fora mixtes pour les réfugiés et populations autochtones autour des thématiques suivantes : principes humanitaires et droits des réfugiés, gestion concertée des ressources naturelles et de la paix.

Accès et Participation

1. Dans l'immédiat ce serait trop brusquer les pratiques socio culturelles de vouloir une contribution/participation effective des femmes au sein des comités mixtes. Aussi il faudrait mettre en place et opérationnaliser des comités de gestion de plaintes séparées hommes/femmes pour assurer une bonne participation des femmes.
2. Cela pourrait être accompagné de sensibilisations envers les hommes, les leaders communautaires et les femmes sur l'importance de la participation des femmes au sein des structures de gestion des sites
3. Améliorer l'accès des communautés hôtes aux services EHA (forage et latrines) ; moyens de subsistance (formations qualifiantes pour les filles et garçons, appui aux AGR pour tous les groupes et appui en intrants agricoles et élevage pour les plus vulnérables (hommes et femmes).

Santé mentale et appui psycho social

1. Faire de la psycho éducation de groupes autour de l'addiction (en groupes séparés hommes/garçons) et autour de la problématique du deuil (en groupes séparés hommes /femmes)

Eau Hygiène et Assainissement

2. Mobiliser des fonds additionnels pour prendre en charge les besoins spécifiques des femmes et filles en âge de procréer (kit de dignité, des nourrissons (pot pour selles) ainsi que ceux des Personnes à besoins spécifiques (PBS) et des ménages polygames,
1. Séparer les latrines communautaires en blocs hommes/femmes et mettre les images pour les distinguer

Moyens de subsistance

- Renforcer les moyens de subsistance à travers les appuis ci-dessous :
- Pour les femmes et filles : appui au développement des activités génératrices de revenus (AGR), à travers des formations qualifiantes et équipement (teinture, broderie, couture, tricotage, fabrication de savon) et la mise à disposition des moulins à grain et l'appui à leur bonne gestion
- Pour les hommes : appui au développement des AGR/petit commerce, formations en techniques agricoles et de l'élevage; opportunités d'emploi, appui en intrants pour le maraichage autour des cases et facilitation d'accès à la terre pour les champs communautaires
- Garçons : opportunités d'emploi, formations qualifiantes et équipements pour exercer de petits métiers comme la menuiserie, maçonnerie, mécanique, taxi moto.

Aspects transversaux

2. Assurer un équilibre hommes/femmes dans les recrutements notamment pour les postes non qualifiés (brigadiers EHA par exemple)
4. Développer et mettre en œuvre un plan et des outils adaptés de suivi et évaluation pour capter le niveau de satisfaction et les effets de la réponse sur les bénéficiaires hommes et femmes
5. Systématiser la collecte, la documentation et le partage des études de cas et témoignages sur la satisfaction des bénéficiaires, l'impact de la crise et de la réponse sur les rôles et relations genre, etc.

Méthodologie

Cette analyse rapide genre est basée sur un guide développé par CARE et adapté du Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire du Comité permanent inter agences (IASC). La méthodologie utilisée est une combinaison de plusieurs sources d'informations comprenant la revue documentaire des données secondaires disponibles, des consultations avec des partenaires et des données primaires collectées sur le terrain auprès des réfugiés et des communautés hôtes.

Six enquêteurs composés de 3 hommes et 3 femmes (dont 4 staffs de CARE) ont d'abord été formés sur le genre en urgence puis sur les guides d'entretien avant de se rendre sur le terrain. Deux guides d'entretien, un avec les informants clés et un pour focus groupe ont été développés à cet effet.

Au total 20 focus groupes ont été conduits auprès de groupes de femmes, d'hommes, de filles et de garçons sur les sites de Timangolo, Lolo et Mbile (12) et les communautés hôtes de Lolo et Timangolo (8). Dix informants clés ont été interviewés (une femme et un homme par site).

L'analyse des données a consisté à des debrief journaliers systématiques avec les enquêteurs pour partager les points clés et dégager les grandes conclusions, suivi d'un jour de mise en commun et synthèse des constats globaux avec toute l'équipe et ensuite la rédaction du rapport.

Population affectée et vulnérabilités

On compte 26124¹ réfugiés sur les sites de Timangolo, Lolo et Mbile répartis dans 7403 ménages ; ce qui donne en moyenne 4 personnes par ménage. Cette population se compose de 49% de femmes et 51% d'hommes, les enfants de moins de 4 ans représentent environ 20% tandis que les personnes âgées (60 ans et plus) représentent 9,4%.

Ces réfugiés sont à grande majorité d'ethnie Mbororo, et peulh, réputés grands éleveurs nomades qu'on retrouve dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, de même qu'au Tchad, RCA, Soudan et au Cameroun. Ils pratiquent l'élevage des bovins et parlent le fulfulde et le Songo.

¹D'après le HCR, 21 septembre 2014

Leur identité culturelle repose sur le « Pulaaku », un code socio culturel basé sur cinq (5) grandes valeurs : Le Seemtende (honte, calme), Nedhingo (respect), Dhowtago (soumission), Hakkiilo (l'intelligence, la ruse), Bernde (honneur). Le Pulaaku c'est une question de dignité et de capacité à cacher ses problèmes et ses sentiments, c'est pourquoi ils sont impénétrables, il est difficile de leur arracher un secret. Ce code est intimement lié au système de vie nomade, au sens de devoir envers les personnes âgées et les femmes et la généalogie, ce qui par ailleurs donne tout le sens aux mariages arrangés au sein d'une même famille et entre les familles. Le pullaku peut être sujet à diverses interprétations au sein de différents groupes de peuls à travers l'Afrique de l'Ouest. (Azarya 1999: 6-10). Ce code social a une influence déterminante sur les rôles et responsabilités genre ainsi que les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein des familles et des communautés

Le mariage précoce est une pratique courante chez les réfugiés peuls de même que la polygamie, il n'est pas rare de voir un jeune garçon d'à peine 20-25 ans être marié et polygame.

Les rôles et responsabilités genre au sein des réfugiés

Les réfugiés sont essentiellement des éleveurs nomades, dont les principales occupations, l'élevage et le commerce, restent des activités pratiquées essentiellement par les hommes. L'agriculture est une activité marginale chez les peuls Mbororos. Les femmes et les filles pratiquent l'élevage de case et des activités génératrices de revenu à la maison (AGR) comme la petite restauration, la vente de légumes, etc. Elles peuvent dès lors fréquenter les marchés pour leurs approvisionnements, contrairement à la période avant la crise où généralement seuls les hommes allaient faire les provisions au marché.

Les travaux domestiques non rémunérés (cuisine, lessive, vaisselle, entretiens des enfants, les corvées d'eau et de bois, etc.) restent pratiquées par les femmes et les filles qui leur dévouent les $\frac{3}{4}$ de leur temps. La crise a bouleversé ces rôles notamment chez les ménages monoparentaux ou séparés dont les chefs (homme ou femme), en l'absence de l'autre conjoint s'occupent aussi bien des tâches domestiques non rémunérées que des activités de génération des revenus.

Parmi les changements de rôles affirmés par les réfugiés, figure la fréquentation des marchés par les femmes qui est une nouvelle fonction du fait de leur nouvelle situation car avant la crise c'était généralement les hommes qui fréquentaient les marchés.

En conséquence l'homme a le pouvoir de décision sur la gestion et l'utilisation du capital du ménage comme le bétail, l'argent, la terre, ainsi que les aspects stratégiques la vie du ménage (éducation des enfants, mariage des enfants,..). La femme décide de la gestion des aspects pratiques comme la ration alimentaire, l'eau, l'hygiène, les articles ménagers, etc. Avec l'éclatement des familles, il est fréquent de voir une même personne (homme ou femme) cumuler toutes ces décisions.

L'accès à l'assistance

Dans les sites de Timangolo, Lolo et Mbile, les réfugiés sont pris en charge par le HCR et les partenaires humanitaires dans le domaine de la distribution alimentaire et des articles non alimentaires, de l'Eau l'hygiène et l'assainissement, des soins de santé primaires et de la santé mentale et psychologique, de l'éducation, de la protection. Ces services sont accessibles à tous les réfugiés qui y sont enregistrés. Cependant de façon unanime tous les groupes consultés ont affirmé qu'il ya un gap par rapport à la couverture des besoins dans presque tous les domaines suscités.

Compte tenu de l'accroissement rapide des réfugiés et de l'insuffisance de financement, les partenaires ont du mal à couvrir les besoins de plus en plus croissants des réfugiés, les normes ne sont donc pas globalement atteintes malgré les efforts de ces partenaires de mettre à l'échelle leurs réponses. En conséquence un certain nombre de réfugiés n'accèdent pas aux services conformément aux normes, les plus touchés sont les personnes à besoins spécifiques comme les personnes âgées, les ménages monoparentaux, les enfants non accompagnés et certaines femmes des ménages polygames. En effet les femmes des ménages polygames vivent généralement sous le même toit. Il en est de même sur les sites dans les hangars communautaires, ce qui pose parfois des problèmes de promiscuité sur le site². A cela s'ajoute la différence de traitement et d'égard du mari envers les deux coépouses, parfois même il se pose le problème d'accès à l'assistance si chaque épouse ne dispose pas de sa propre carte.

Participation

² A leur arrivée sur les sites, les réfugiés résident dans des hangars communautaires le temps nécessaire de procéder à la construction des abris familiaux

Tous les groupes interviewés ont affirmé ne pas avoir été consultés dans l'évaluation initiale des besoins³, mais affirment cependant qu'ils participent à la mise en œuvre de l'assistance à travers les différents comités composés des hommes et des femmes mis en place pour la gestion des sites et des activités. Les filles et les garçons ne sont pas représentés dans ces comités bien que les garçons soient souvent organisés en associations de jeunes. Un comité central de gestion des camps, co-dirigé par un président et une présidente, est l'instance de prise de décision communautaire, il représente les réfugiés auprès du HCR et des autres acteurs intervenants sur les sites et joue aussi un rôle important dans la mobilisation communautaire et la communication entre les réfugiés et les acteurs humanitaires. En général les femmes peules sont absentes de la sphère publique sauf lors de regroupement comme pour l'épargne locale (tontine). Avec la crise les regroupements de micro épargne n'existent quasiment plus mais sur les sites, les séances de sensibilisation et discussions de groupe constituent de nouveaux cadres d'expression et de participation des femmes

Le comité central des réfugiés et les leaders religieux, (Imam, conseil islamique) constituent les instances de prise de décision et de résolution des conflits entre les réfugiés. Le faible niveau d'éducation islamique des femmes ne leur permet de siéger au sein des conseils islamiques qui restent donc exclusivement composés d'hommes.

Moyens de subsistance et sécurité alimentaire

Avant la crise, les principaux moyens de subsistance des réfugiés étaient l'élevage des bovins et le commerce suivis par l'agriculture, la pêche, etc. Les productions vivrières étaient composées essentiellement des céréales, du manioc, de la banane; les productions de rente sont le tabac, le café, l'arachide, la pistache. L'agriculture et le commerce étaient essentiellement des activités masculines, les femmes pratiquaient des petites AGR à la maison (petite restauration, tricotage, couture, etc..) car elles ne sortaient pas des maisons, donc ne fréquentaient même pas les marchés.

Avec la crise, les hommes ont perdu la plupart de leurs moyens de subsistance, ceux qui ont pu fuir avec leurs troupeaux continuent l'élevage, pendant que d'autres se remettent au petit commerce (vente des habits, boucherie, l'épicerie, vente de cosmétique, etc). Les jeunes hommes s'adonnent à des petits métiers comme le taxi moto, la petite cafétéria, la vente de carburant, la vente de main d'œuvre agricole dans les champs des communautés hôtes et des petits travaux auxiliaires dans les camps (creusage de latrine, maçonnerie, menuiserie, etc.)

Les femmes et les filles qui en ont les moyens s'adonnent aux AGR (vente de beignet, petite restauration...), la vente des légumes, fruits et autres produits de cueillette. L'un des changements apporté par la crise est que les femmes fréquentent actuellement les marchés et la sphère publique (Assemblées générales du site), certaines peuvent même sortir des maisons pour exercer un travail rémunéré dans les sites.

Ces activités permettent aux réfugiés de gagner les moyens de compléter l'assistance reçue, notamment en ce qui concerne les vivres et les articles non alimentaires. Par exemple les rations alimentaires sont jugées insuffisantes et les réfugiés cherchent les moyens pour se procurer les ingrédients nécessaires pour l'accompagnement de ces rations sèches. Certaines céréales distribuées comme le maïs sont inadaptées aux habitudes alimentaires des réfugiés et nécessitent d'énormes efforts physiques pour leur transformation, les sites ne disposant pas de moulin à grain et les femmes sont obligées de piler. Il est même rapporté que les réfugiés revendent certaines denrées afin d'acheter celles de leurs choix. Il est aussi rapporté qu'une veille femme était obligée de quémander ou passer la nuit sans manger avec sa ration sèche de maïs dans sa chambre car elle n'a pas la force pour piler ni une fille pour le faire à sa place.

Eau Hygiène et Assainissement -EHA

Sur tous les sites, les réfugiés s'approvisionnent en eau dans les forages pour la boisson et la cuisine, les eaux des rivières et sources sont utilisées pour la lessive et le ménage. L'eau potable est disponible en quantité suffisante sauf au niveau de Mbile 2 et 3, de nouvelles extensions du site de Mbile. Ce sont généralement les femmes et les filles qui s'occupent de la corvée d'eau, quelque fois aidées par les garçons. Les hommes ne s'occupent généralement que de la consommation de l'eau pour leur usage personnel, boisson et hygiène, car même leur lessive est assurée par les femmes et les filles.

³ Avec les vagues successives d'arrivées des réfugiés, de création des sites d'accueil, il est aisé que les membres des groupes interviewés ne soient pas sur les sites au moment des évaluations initiales

Il existe sur tous les sites des latrines familiales et communautaires mais leur nombre reste insuffisant, à cela s'ajoute le problème d'entretien des latrines au niveau de certains sites comme Mbile. Une femme réfugiée sur le site de Mbile rapporte qu'il faut faire la queue pour utiliser les latrines et il n'est pas rare de voir un homme sortir de la latrine qu'une femme attend pour utiliser, ce qui est une honte chez les bororo. En effet en dehors des latrines familiales, il n'y a pas de séparation pour les femmes et les hommes, il se pose alors un problème de respect de la vie privée. En conséquence les réfugiés continuent à déféquer à l'air libre.

Il existe des bacs à ordures partout pour la gestion des déchets alors que les kits d'hygiène domestique (bassines et seau pour la lessive, les récipients de transport et stockage de l'eau) sont insuffisants ou manquent. Les femmes utilisent alors les casseroles pour le transport et stockage de l'eau, et le manque d'aires de lavage aménagées sur les sites les conduit à faire la lessive dans les rivières situées en dehors des sites, ce qui les expose au risque de violence par la population autochtone, des cas concrets ont été recensés notamment au niveau de Timangolo.

Les forages sont gérés par des comités de gestion des points d'eau (CGPE) en charge de l'entretien et de l'organisation de la gestion des ouvrages. Ces comités sont composés d'hommes et de femmes, à Timangolo par exemple les femmes occupent les 3/5 des membres du CGPE alors qu'à Mbile 2 la gestion du point d'eau est assurée par un homme⁴ aidé à tour de rôle par les femmes qui viennent s'approvisionner. La gestion de l'hygiène, l'assainissement est assurée par des brigadiers et/ou agents désignés à cet effet. La participation des femmes dans les brigades d'hygiène et assainissement reste très faible en fonction de la barrière socio culturelle chez les peul bororo qui limite l'accès des femmes dans la sphère publique.

La santé mentale

Les violences vécues en RCA et les pertes ont entraîné des troubles psychologiques qui se traduisent par des manifestations traumatiques chez les femmes et les hommes. Les familles avaient fui la RCA en désordre et se retrouvent souvent séparées, généralement les femmes sont arrivées sur les sites seules avec leurs enfants et des personnes âgées alors que les hommes qui ont survécu, arrivent sur d'autres sites.

- les hommes, en tant que cibles directes des violences sont traumatisés par les actes de violences qu'ils ont vécues ou dont ils ont été témoins (assassinats). Ils souffrent aussi de la perte de leur statut social du fait de la perte des biens et moyens de subsistance (bétail principalement) ;
- Les femmes sont traumatisées par la perte de leurs proches (maris, parents ou enfants), certaines ont été témoins oculaires directes des actes d'assassinat cruels.
- Enfants ont aussi vécu des violences pour avoir été l'objet et la cible de violences physiques (garçons) et des violences physiques et sexuelles pour les filles (viol). Ils sont aussi victimes de séparation/ou pertes de leurs parents et se retrouvent seuls et non accompagnés.

Les circonstances de ces morts n'ayant pas permis d'observer les rituels culturels funéraires normaux, aggravent encore la souffrance psychologique des familles notamment pour les femmes, mères ou épouses des défunts et les hommes, pères et frères des défunts.

Chez les bororo, la perte du bétail est vécue comme une catastrophe sociale et économique car en plus d'être un moyen de subsistance, le bétail constitue un signe de richesse et de prestige social mais aussi considéré comme faisant partie entière de la famille. Tous les membres de la famille, en particulier les enfants, entretiennent des liens affectifs avec le troupeau, la perte est dès lors durement ressentie par tous.

Les conséquences de tous ces traumatismes se manifestent de la même manière chez les femmes et les hommes à travers des troubles comportementaux, la dépression, les troubles psychosomatiques (pertes de sommeil, d'appétit) etc...

Les hommes et les femmes réagissent et s'adaptent à ces souffrances psychologiques de manière différente:

- Les hommes et les femmes se replient dans la religion en cherchant une explication et un réconfort en Dieu ;
- Les femmes s'isolent et se retirent de la société
- les hommes et les garçons se replient dans l'addiction et la violence notamment les violences conjugales
- La santé mentale n'est pas un sujet aisément discuté au sein de la société, les individus et les familles ont tendance à cacher et nier le problème jusqu'à ce que ça soit difficile à contenir car il existe une stigmatisation et exclusion systématique des personnes affectées qui sont abandonnées laissées souvent à elles-mêmes.

⁴ Au départ le comité était composé de trois personnes mais les deux ont abandonné et ont laissé un homme qui continue de gérer le point d'eau

- Le recours en général reste les guérisseurs traditionnels et les marabouts du fait de l'ignorance et des croyances de la population qui cherchent à justifier les problèmes de santé mentale et psychologiques par des causes irrationnelles (sorcellerie, génies, etc.).

Le service de santé mentale et psychologique est fourni par CARE sur les trois sites. Les efforts de sensibilisation ont permis d'améliorer la compréhension et la démystification du problème et favoriser l'identification et la prise en charge médicale et psychologique des cas. Ces efforts sont à poursuivre car des idées préconçues et des croyances existent qui entravent l'accès aux services de santé. Par exemple :

- Les réfugiés négligent les traitements oraux qu'ils considèrent non efficace, l'injection est le meilleur traitement, ils négligent donc les comprimés et continuent à réclamer sans raison valable de meilleurs soins;
- D'autres croyances occultes persistent selon lesquelles il y a de la sorcellerie au camp de Timangolo, où il a été rapporté que des familles entières de réfugiés se sont déplacées pour s'installer plus loin dans la brousse à cause des sorcelleries qui seraient à la base de plusieurs cas de maladies qui ne guérissent pas.

Les violences sexuelles et basées sur le genre

Tous les réfugiés font face à des risques sécuritaires de plus en plus croissants. En effet leur présence en grand nombre avec leurs animaux dans la partie Est du Cameroun entraîne une surexploitation des ressources existantes (eau, pâturage, bois, services de santé, etc.) et des tensions potentielles du fait des dégâts que le bétail fait dans les cultures des populations hôtes. A cela s'ajoute la perception par les communautés hôte que les réfugiés sont mieux traités à leur dépens.

Cela entraîne un risque élevé de tension, voir conflit dont les femmes ont commencé à faire les frais. En effet il est rapporté que des femmes réfugiées du site de Timangolo se sont fait attaquer à la machette par des hommes alors qu'elles faisaient la lessive à la rivière. Plusieurs exemples de femmes pourchassées lors de la collecte de bois ont été rapportés. Il a aussi été relevé la multiplication de cas de vols notamment au sein des communautés hôtes. Tous les groupes interviewés ont noté le sentiment d'insécurité et de peur surtout chez les femmes et les filles qui assurent les tâches à risques quotidiennement. Parmi les mesures à prendre, il est ressorti unanimement la nécessité d'installer des postes de police et de la Brigade d'intervention rapide sur les sites.

Les mariages précoces des filles est le second risque de VBG évoqué par tous les groupes. C'est une pratique encrée dans la coutume chez les peuls et les Mbororo de marier les filles très jeunes, même avant la crise. Avec la crise et les difficultés que vivent les familles des réfugiés, cette pratique peut s'exacerber, justifiée par l'appât du gain (dot) combiné au fait d'avoir moins de bouches à nourrir. Le mariage précoce existe aussi chez les garçons, même si notre analyse n'a pas permis d'explorer cela en profondeur, plusieurs cas de jeunes garçons mariés et même polygames ont été rapportés sur les sites. La compréhension de ce phénomène et son impact sur les relations genre mérite des investigations plus approfondies.

Le déni de droit de propriété dont les femmes sont victimes a été rapporté comme risque de VBG par tous les groupes d'âge et de sexe. D'après la loi islamique, la fille a droit au 1/3 de l'héritage de son père alors que le garçon a droit au 2/3. En réalité les femmes ne jouissent même pas de ce droit en ce qui concerne la terre, le caractère rapide de l'analyse ne nous a pas permis d'en savoir davantage sur le droit à la propriété du bétail.

Enfin la prostitution a été relevée par tous les groupes comme risque de VBG, les jeunes femmes exercent la prostitution à l'insu mais parfois au su de leurs parents, les principales raisons étant la survie économique.

Aucun groupe n'a fait cas de risque de viol dans les sites, ce qui n'en exclue pas l'existence, ni le fait qu'il existe au sein des réfugiés des victimes de viols perpétrés en RCA. Mais la stigmatisation et le caractère honteux et confidentiel font qu'il faudrait une approche plus spécifique pour avoir des informations/statistiques fiables.

Les violences conjugales sont un autre risque non explicitement ressorti par les discussions. Ce risque est à prendre en considération car la violence est une des réactions aux chocs psychologiques chez les hommes qui ont perdu leur statut social et leur dignité de chef de famille. Par contre la dénonciation des cas n'est pas systématique par les femmes qui doivent garder la cohésion et les secrets de leur couple même au prix de subir les violences.

Conclusion

CARE Cameroun a fait des efforts appréciables pour intégrer le genre dans l'évaluation des besoins initiale de même que dans sa stratégie d'urgence pour assister les réfugiés de la RCA a l'Est du Cameroun. Cet effort a ensuite été poursuivi avec la mission d'appui à l'intégration du genre dans cette réponse. Les recommandations ci-dessous découlent de la revue documentaire et des discussions avec les staffs, les partenaires, les réfugiés et la population hôte. Elles se veulent pratiques, réalistes et opérationnelles afin de procéder aux ajustements et améliorations nécessaires pour mieux répondre aux besoins différenciés des hommes, des femmes, des filles et des garçons réfugiés et dans leurs populations d'accueil.

Documentation

1. Rapport d'enquête Projet de Sécurité Alimentaire UNHCR/PU-AMI, Région Est et Adamaoua, Cameroun, mars 2014
2. Ministère de la promotion de la femme et de la famille MINPROFF -INS, mars 2012 : Hommes et Femmes au Cameroun, une analyse situation des progrès en matière de genre.
3. ACAPS, Cameroon, humanitarian overview, update of 09/09/2014
4. Eric Patrick FeubiPamenet AI, University of Yaounde II 2010: dynamique de la pauvreté non monétaire au Cameroun entre 2001 et 2007, <http://mpr.ub.uni-muenchen.de/32701/MPRA Paper No. 32701>;
5. Azarya 1999: 6-10
6. UNIFEM Report: Women's Health Study, Djohong District, Cameroon, 2009